

Bulletin du FMI

L'AFRIQUE EN 2012

L'Afrique dispose de grands atouts, mais d'une faible marge de manœuvre

Bulletin du FMI en ligne
10 janvier 2012



Flottille de pêche à Cape Coast (Ghana) : grâce à des politiques avisées, le secteur privé en Afrique est de plus en plus florissant (photo : Finbarr O'Reilly/Reuters)

- La plupart de l'Afrique subsaharienne débute l'année 2012 en plutôt bonne forme
- Mais la faiblesse de la croissance mondiale et les remous financiers pèsent sur l'avenir
- Pour l'heure, les autorités doivent maintenir des politiques prudentes

La grande question qui se pose en Afrique subsaharienne pour 2012 est de savoir si la récente phase de forte croissance va pouvoir se poursuivre, bien que l'activité économique mondiale soit en panne. La région semble avoir de gros atouts, mais elle était sur la corde raide en 2011 et en cas de chute, les conséquences pourraient être extrêmement lourdes.

En 2011, sur fond de ralentissement alarmant de l'activité économique mondiale, la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne ont bien tenu le cap. La croissance moyenne de la région a dépassé 5 % et sa part des exportations mondiales est restée élevée. Il y a néanmoins eu des chocs spécifiques qui ont causé de graves dégâts, en particulier la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et la montée en flèche des cours des produits alimentaires et des combustibles. Dans certaines contrées de l'Afrique de l'Est, la résurgence de l'inflation est devenue un nouvel enjeu macroéconomique.

L'Afrique subsaharienne a aussi fait preuve d'une résistance rassurante face à la crise financière de 2008–09. Bien que l'Afrique du Sud et d'autres pays à revenu intermédiaire n'aient pas pu échapper à la récession mondiale, la plupart des pays à faible revenu ont continué à connaître des taux de croissance robustes.

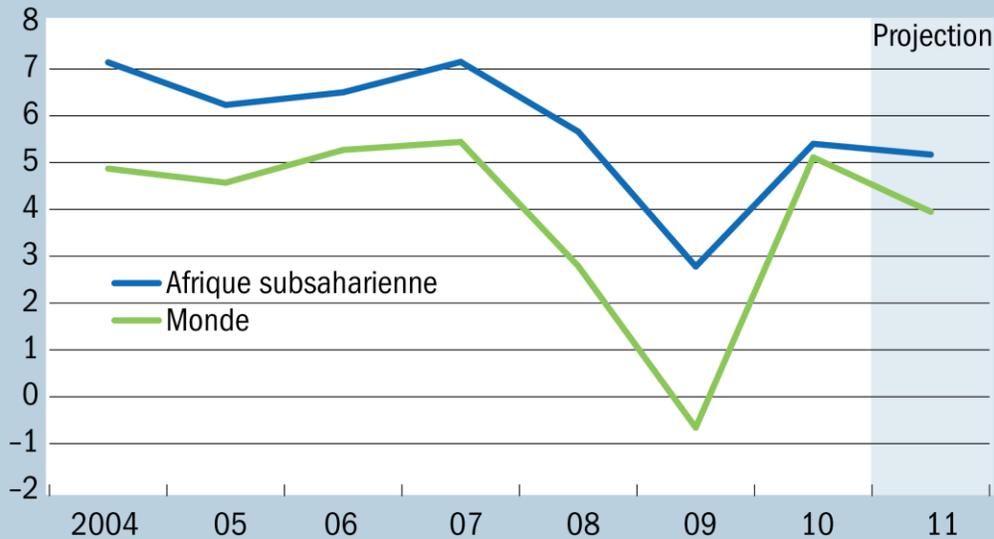
En fait, pendant la majeure partie de la dernière décennie, la trajectoire économique de l'Afrique subsaharienne s'est située, bon an, mal an, au-dessus de la moyenne mondiale. Comme l'a noté M^{me} Christine Lagarde, Directrice générale du FMI, lors d'une récente visite de trois pays (Nigéria, Niger et Afrique du Sud), «de bonnes politiques économiques ont créé les conditions d'une croissance plus forte, d'une hausse de l'investissement et d'un recul de la pauvreté». Cela contraste avantageusement avec la croissance anémique et les longues récessions des décennies précédentes (graphique 1).

Graphique 1

Au-dessus de la moyenne

Depuis l'an 2000, la trajectoire économique de l'Afrique subsaharienne s'est presque toujours située au-dessus de la moyenne mondiale – un contraste saisissant par rapport aux décennies précédentes.

(PIB, variation en pourcentage)



Source : FMI, Base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Un des éléments de la résurgence de la région cette dernière décennie a été le retournement de la longue tendance à la baisse des cours réels des matières premières. Cela a dopé les recettes publiques et l'activité économique dans certains pays. Mais cela n'explique pas tout. Les gains engrangés par les uns du fait de leurs ressources naturelles ont souvent tourné au désavantage pour les autres, surtout dans le cas des cours du pétrole.

Des secteurs privés robustes

D'autres forces plus systématiques étaient partout à l'œuvre : des politiques avisées ont favorisé le développement d'un secteur privé de plus en plus florissant; les institutions ont été renforcées et responsabilisées, et les politiques macroéconomiques ont été centrées sur la stabilité, au lieu d'être faites d'expédients à court terme.

Par ailleurs, l'incidence des conflits militaires et politiques a diminué et les pays africains ont bénéficié de la réduction de leurs dettes. Dans ce contexte plus ouvert et prévisible, même le commerce intrarégional a commencé à se développer, tandis que les échanges internationaux et les investissements étrangers se diversifiaient sans cesse.

À tous points de vue, ce début de millénaire a été saisissant. Mais pour que la région puisse faire face dans de bonnes conditions à une autre tempête mondiale en 2012, il faut que plusieurs facteurs jouent favorablement.

Les points forts

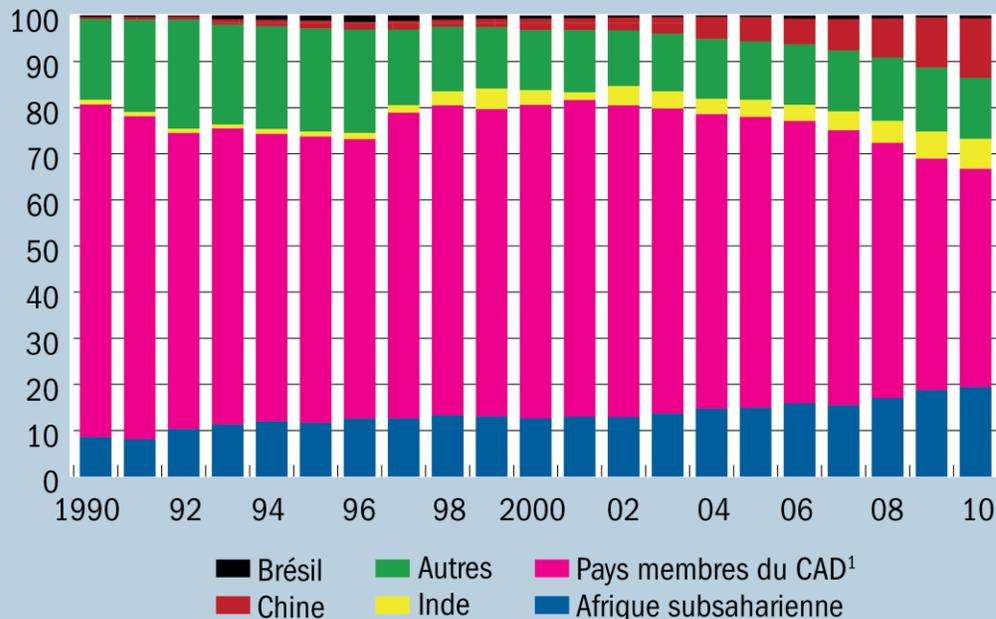
Tous les œufs de l'Afrique subsaharienne ne sont pas dans le même panier. Bon an, mal an, la croissance des pays émergents a récemment surpassé celle des pays avancés et l'Afrique subsaharienne exporte désormais autant vers les pays émergents et d'autres pays en développement que vers ses partenaires commerciaux traditionnels. La Chine, l'Inde et d'autres pays émergents sont maintenant de gros clients, tant pour les grands exportateurs de ressources naturelles de la région que pour les plus petits pays agricoles (graphique 2).

Graphique 2

De nouveaux clients

L'Afrique subsaharienne (AfSS) exporte désormais autant vers les pays émergents et d'autres pays en développement que vers ses partenaires commerciaux traditionnels.

(exportations en provenance d'AfSS par destinataire, en pourcentage du total)



Source : FMI, *Direction of Trade Statistics*.

¹Les pays membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

Les liens financiers avec le reste du monde sont relativement lâches. En dehors de l’Afrique du Sud, les pays de l’Afrique subsaharienne restent peu tributaires des marchés de capitaux et des crédits bancaires internationaux. Quelques pays de la région ont certes connu une résurgence des entrées de capitaux privés en 2010–11, mais la plupart ont été épargnés par le tourbillon des flux de capitaux à court terme qui avaient dans le passé accru leur vulnérabilité. L’exposition des banques intérieures aux crédits étrangers semble être assez bien contenue.

Les pays sont capables de s’aider eux-mêmes. La prompt réaction des autorités nationales de l’Afrique subsaharienne à la dernière crise financière mondiale en a amorti l’impact. Les dépenses publiques se sont maintenues, en dépit d’un déficit prononcé de recettes, et les taux d’intérêt directs ont été abaissés. Cette fois-ci, les déficits budgétaires et l’endettement sont plus élevés, et les taux d’intérêt nominaux plus bas, de sorte que la marge de manœuvre pour ce genre de mesures anticycliques est plus limitée. Mais beaucoup de pays sont prêts à agir.

Certains pays ont tiré le bon numéro. De nouveaux projets d’exploitation des ressources naturelles vont dopper la croissance de quelques pays en 2012. Et l’économie de la Côte d’Ivoire se remet des désordres liés aux élections.

Les sujets d’inquiétude

Il est impossible d’être immunisé. Quoi qu’il arrive, la baisse de l’activité mondiale et des cours des matières premières aura inévitablement des conséquences pour les exportations de l’Afrique subsaharienne, et donc sa production, ses revenus et les recettes publiques. Les envois de fonds des travailleurs à l’étranger et les flux d’investissement seront plus faibles qu’en d’autres circonstances, et les effets secondaires sur la demande intérieure et la qualité des crédits rendront le financement plus difficile. D’après une récente simulation effectuée par les services du FMI, il semble que la faiblesse de l’Europe et des États-Unis qui a réduit la croissance mondiale de 1½ point pourrait faire baisser d’1 point le taux de croissance d’un pays à faible revenu type.

L’Afrique du Sud est exposée. L’Afrique du Sud s’est intégrée de plus en plus dans l’économie mondiale, elle est ainsi plus exposée que le reste de la région aux faiblesses de l’économie mondiale, en Europe en particulier. Bien qu’une bonne gestion macroéconomique ait atténué les pires effets du ralentissement mondial actuel, les chocs négatifs qui touchent l’Afrique du Sud pourraient aussi s’étendre rapidement aux pays voisins, en raison de leur incidence sur les revenus des travailleurs migrants, les exportations, les investissements régionaux, les flux financiers et les recettes d’importations.

Le financement pourrait être difficile. Du fait de la hausse des déficits budgétaires, il sera plus difficile aux États de se procurer les financements complémentaires requis pour maintenir les dépenses publiques alors que leurs recettes sont déficitaires. Peu de pays à faible revenu ont accès aux marchés de capitaux étrangers et les gouvernements des pays donateurs sont eux-mêmes déjà soumis à de fortes pressions budgétaires.

Que doivent faire les pays?

Maintenir le cap. Pour l'heure, bien sûr, il faut opter pour la prudence et se préparer à l'action. La plupart des pays, conscients de la nécessité de reconstituer leurs marges de manœuvre, comprennent qu'il importe de réduire les déficits budgétaires et de veiller à ce que la politique monétaire ne soit plus en mode incitatif, surtout si l'inflation a flambé au cours des derniers mois. Cela ne s'applique pas toutefois aux quelques pays dont la croissance est inférieure à la tendance et la situation financière relativement solide; dans leur cas, l'objectif premier reste de soutenir l'activité. Cependant, le renforcement de la régulation et de la supervision financières doit demeurer une tâche prioritaire dans la plupart des pays.

Rester alerte. Aux premiers signes de baisse de la demande d'exportations, les pays où les possibilités de financement sont très limitées doivent être prêts à débloquer les leviers de la politique économique. Le moment exact et le degré d'assouplissement dépendront de la marge de capacité inutilisée dans l'économie intérieure et des risques qu'un ralentissement mondial prolongé ferait peser sur la viabilité budgétaire. Dans certains cas, l'assouplissement budgétaire pourrait nécessiter un appui financier de la communauté internationale. Comme lors de la dernière crise financière mondiale, le FMI se prépare déjà à apporter de l'aide.